

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 377/ Octobre 2022

TENDANCES CONJONCTURELLES

2^e TRIMESTRE 2022

La montée des incertitudes pèse sur la situation économique calédonienne

L'inflexion du climat des affaires...

L'Indicateur du Climat des Affaires (ICA), perd 3,1 points au 2^e trimestre, pour s'établir à 107,0, toujours au-dessus de sa moyenne de longue période. Ce léger repli pourrait constituer **un tournant** après deux trimestres de forte progression (respectivement +11 pts et + 9 pts au 4^e trimestre 2021 et au 1^{er} trimestre 2022).

Pour rappel, la forte croissance de l'ICA des 2 trimestres précédents avait été nourrie par **une conjugaison de facteurs « exceptionnels » dont la dynamique semble s'essouffler** (sortie de crise sanitaire, hausse record du cours du nickel et sortie du processus référendaire avec davantage de visibilité institutionnelle).

Au 2^e trimestre, la « composante future » explique l'essentiel de la baisse en raison de perspectives incertaines (-3,4 points avec comme principal contributeur les perspectives sur la trésorerie).

Si certains facteurs témoignent d'une certaine résilience de l'économie calédonienne (consommation notamment), **des vents contraires se renforcent**.

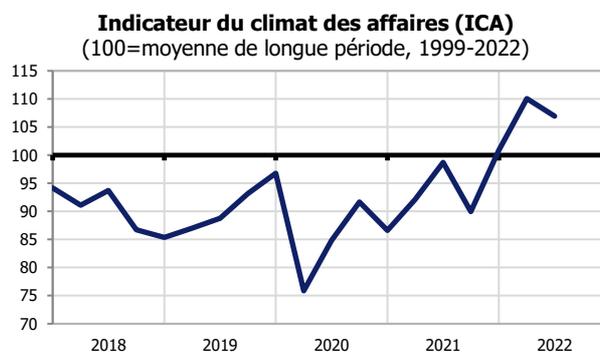
L'année 2022 se caractérise par un **contexte international de tensions inflationnistes**. La hausse généralisée des prix a commencé à affecter le territoire calédonien avec un léger décalage.

L'économie calédonienne n'a pas profité du rebond enregistré en 2021 dans de nombreuses autres géographies à la sortie de la crise sanitaire. Les entreprises déjà fragilisées devront également faire face au remboursement de leurs dettes accumulées pendant la crise sanitaire.

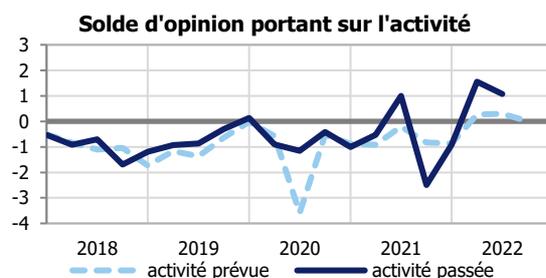
Les entreprises du secteur du nickel ne profitent pas pleinement de la bonne tenue des cours en raison de contraintes locales (intempéries, problèmes sociaux, difficultés d'approvisionnements énergétiques).

...se traduit sur l'activité des entreprises

Au 2^e trimestre, la hausse du solde d'opinion portant sur l'activité ralentit après le net rebond du trimestre précédent, les entreprises bénéficiant alors de la levée progressive des restrictions sanitaires. Il se situe néanmoins toujours à un niveau supérieur à sa moyenne de longue période. Même si elle s'inscrit en léger déclin (-4 points de %), la part des entreprises évoquant une baisse de leur activité (37 %) demeure supérieure à celle mentionnant une hausse de leur activité passée (29 %), ou même une stabilité (34 %). Pour le trimestre à venir, 32 % des entreprises interrogées anticipent une baisse de l'activité, seulement 22 % anticipent une progression (contre 27 % à la période précédente).



Source : enquête trimestrielle de conjoncture de l'IEOM



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM, CVS

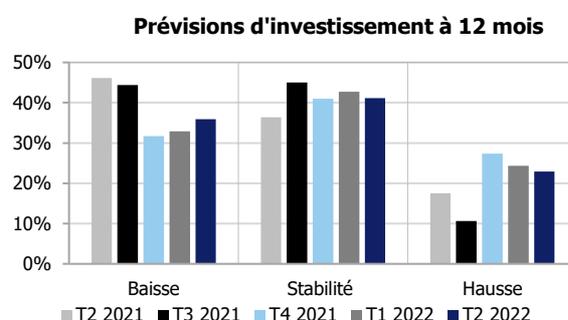
Les tensions sur la trésorerie des entreprises subsistent : la légère amélioration du solde depuis le point bas du 4^e trimestre 2021 ne permet pas de faire remonter ce dernier au-dessus de sa moyenne de longue période. Sur le trimestre passé, seules 14 % des entreprises constatent une amélioration (contre 51 % une dégradation de leur trésorerie). Pour le prochain trimestre, 44 % des interrogés anticipent une dégradation de leur trésorerie (et seulement 16 % une amélioration).

Par conséquent, plus d'une entreprise sur cinq craint toujours une défaillance au cours des 12 prochains mois avec des taux proches de 40 % dans le secteur du tourisme et de l'agriculture, pêche et aquaculture.

Les perspectives d'investissement restent mal orientées

Au 2^e trimestre 2022, la **production de crédits** (hors découvert) **enregistre une progression significative** en rythme annuel (+30,6 %). Cette croissance est à relativiser après 4 trimestres consécutifs de baisse. Elle est tirée avant tout par les ménages (+43,0 %) et dans une moindre mesure par les entreprises (+21,3 %).

La majorité des entreprises reste très prudente sur les prévisions d'investissement : 41 % anticipent une stabilité et 36 % projettent une baisse des investissements sur les 12 prochains mois (proportion en légère augmentation par rapport à la période précédente).



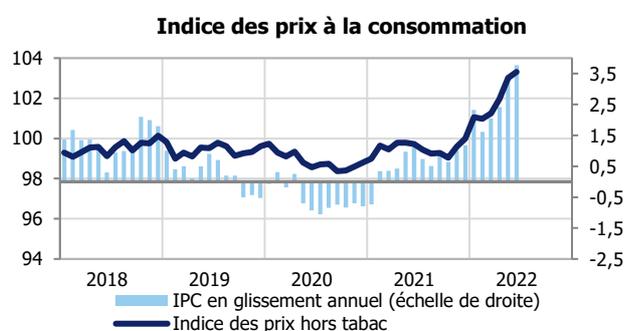
Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

Les tensions inflationnistes s'accroissent

Au 2^e trimestre 2022, l'**indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 1,6 %**. La très forte progression des prix de l'énergie (+9,8 %) explique l'essentiel de cette évolution.

En glissement annuel, l'inflation accélère également pour atteindre 3,8 % au mois de juin. Les hausses de prix sont désormais importantes pour toutes les catégories (à l'exception des produits manufacturés) : +17,4 % pour l'énergie, +4,7 % pour l'alimentation.

L'ampleur des pressions inflationnistes observées au niveau mondial est susceptible d'accélérer la dynamique locale à travers les importations. Il s'agit d'**une source de préoccupation majeure** : face à la hausse du coût des intrants, 85 % des entreprises prévoient d'augmenter leurs prix.



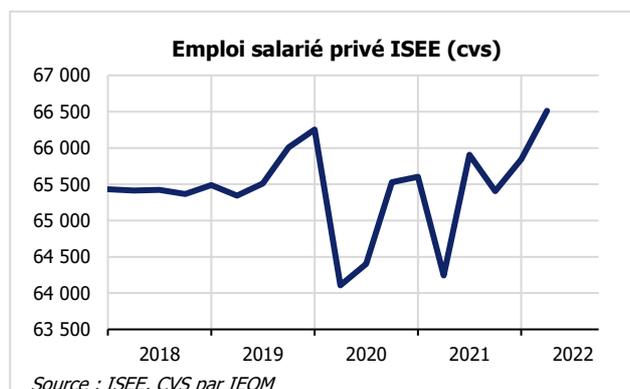
Source : ISEE, données mensuelles

L'emploi a bénéficié du contexte favorable de sortie de crise en début d'année

L'enquête de l'ISEE au 1^{er} trimestre 2022 indique une progression de l'**emploi salarié privé** (+1,0 % sur 3 mois) qui **dépasse désormais son niveau pré-crise covid** (66 511 contre 66 251 au 4^e trimestre 2019). La reprise de l'emploi amorcée en fin d'année 2021 s'est donc accentuée au premier trimestre 2022.

Au 2^e trimestre, plus de 80 % des entreprises interrogées déclarent avoir maintenu ou augmenté leurs effectifs.

21 % des entreprises prévoient une hausse de leurs effectifs pour le troisième trimestre (contre 16 % au trimestre précédent) et 63 % une stabilité, laissant entrevoir la poursuite du renforcement du marché de l'emploi.



Source : ISEE, CVS par IEOM

Les **difficultés de recrutement** apparaissent cependant comme un frein pour de nombreuses entreprises et sont susceptibles de compromettre une reprise durable de l'emploi.

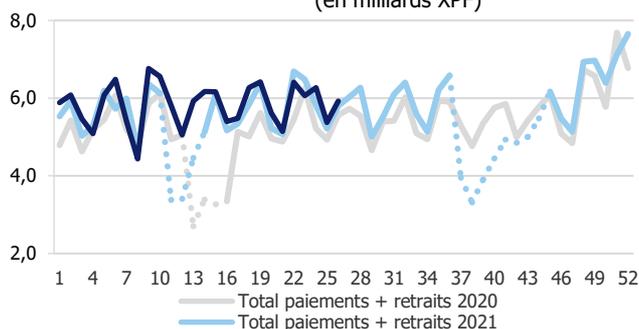
La consommation des ménages résiste

Alors que l'inflation accélère nettement en 2022, la consommation des ménages affiche une bonne résilience : sur les 6 premiers mois de 2022, **les transactions par carte** (paiements et retraits de billets) **progressent de 6,6 % sur un an** (+17,4 % sur 2 ans).

La production de crédits à la consommation continue d'être bien orientée (+8,7 % sur trois mois, +23,4 % sur un an) atteignant un deuxième plus haut point historique. Dans le même temps, les immatriculations de véhicules particuliers neufs, après une hausse significative au trimestre précédent, enregistrent un léger recul (-0,7 % sur un trimestre, données CVS). A l'inverse, la demande semble se reporter sur le marché de l'occasion, les transferts de cartes grises retrouvant une orientation favorable (+11 % sur un trimestre, données CVS).

Indicateur potentiel de fragilisation financière des ménages, les découverts progressent peu (+1,2 % sur le trimestre). **Les indicateurs de vulnérabilité des ménages ne montrent pas de signe d'une dégradation** par rapport au 1^{er} trimestre 2022. Si le nombre de personnes physiques bénéficiaires bancaires progresse légèrement par rapport au trimestre précédent, il se situe encore à un niveau relativement faible, inférieur à la moyenne trimestrielle pour l'année 2019 précédant la crise sanitaire. Dans le même temps les incidents de paiements sur chèques et les retraits de cartes bancaires se replient (respectivement -6,1 % et -29,7 %).

Total paiement par carte et retraits / semaine
(en milliards XPF)



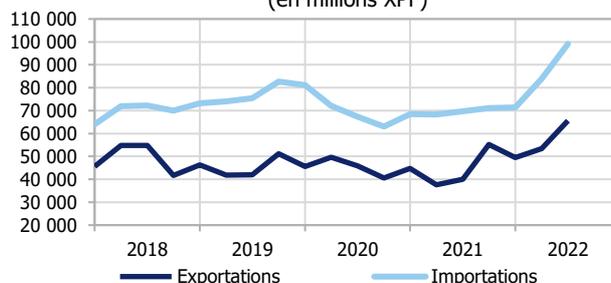
La progression des échanges extérieurs est favorisée par la hausse des prix

Au 2^e trimestre 2022, **les échanges extérieurs augmentent en valeur**. Les exportations progressent de 22,7 % par rapport au trimestre précédent (données CVS) grâce à un environnement de marché qui demeure favorable pour l'industrie du nickel.

Les **importations sont également orientées à la hausse en valeur** (+18,1 % sur un trimestre, CVS). Cette évolution s'explique en partie par l'inflation qui vient renchérir le coût des importations, en particulier en matière d'énergie.

Le déficit commercial continue de se creuser, bien que moins fortement qu'au trimestre précédent. Il augmente de 9,9 % par rapport au premier trimestre tandis que le taux de couverture des importations par les exportations s'améliore légèrement et gagne 2,5 points pour atteindre 66,2 %.

Échanges commerciaux
(en millions XPF)



Des situations sectorielles contrastées

Un contexte favorable pour le secteur du nickel

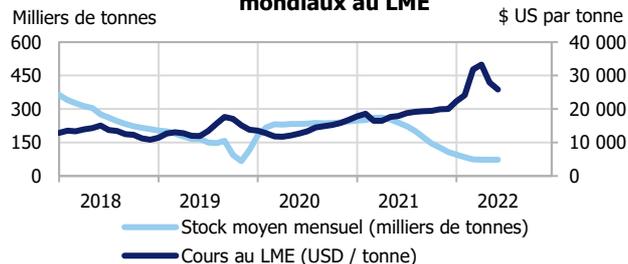
Après avoir atteint un plus haut historique au 1^{er} trimestre 2022, **le cours du nickel se maintient à des niveaux élevés au 2^e trimestre**. Le cours moyen progresse même de 11,1 % sur la période. L'enlisement de la guerre russe en Ukraine (la Russie étant l'un des premiers producteurs de nickel au monde) explique en partie cette valorisation élevée sur le marché mondial.

Parallèlement, **les stocks mondiaux se maintiennent à de faibles niveaux** (pas d'évolution significative depuis le trimestre précédent), après s'être fortement réduits sur une année (-67 %), signe d'une relance de la demande post-pandémie.

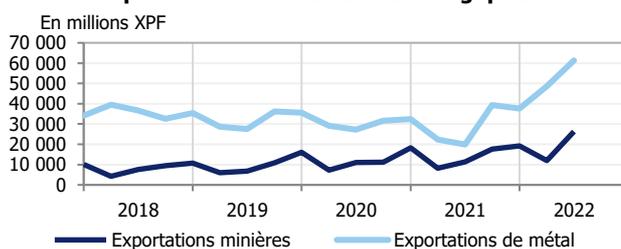
En dépit des contraintes locales (intempéries, problèmes sociaux, difficultés d'approvisionnements énergétiques), les producteurs calédoniens profitent davantage de la hausse des cours mondiaux. Ainsi **l'extraction minière progresse** de 21,9 % sur trois mois et de 8,3 % sur un an.

La situation est cependant moins favorable pour **la production de nickel « métal » qui stagne ce trimestre**. Elle augmente toutefois de 43,9 % sur un an, tirée par une hausse de 58,5 % de la production de NHC liée à la reprise d'activité dans l'usine du Sud (après un arrêt pour maintenance). La production de ferronickel baisse très légèrement pour le second trimestre

Variations des cours du nickel et stock mondial au LME



Exportations minières et métallurgiques



consécutif (-3,9 % sur 3 mois). Cette dernière représente toujours plus des deux tiers de la production métallurgique.

La valeur des exportations minières connaît une forte augmentation en glissement trimestriel et annuel (respectivement +119,4 % et +130,4 %). Les exportations de métal, quant à elles, augmentent de 208,3 % en valeur sur un an (+26,3 % en trois mois), poussées par la hausse des cours et des volumes.

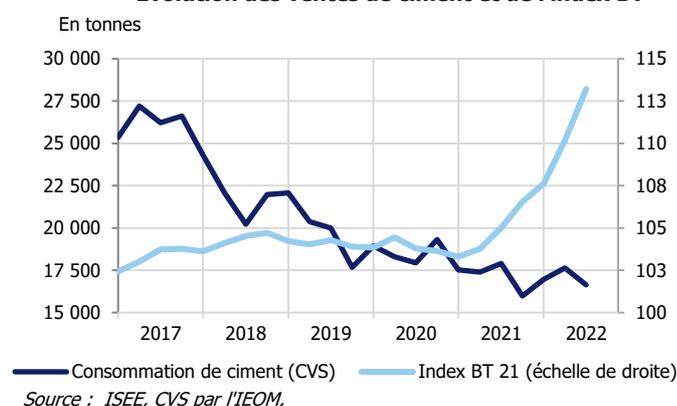
Contraction de l'activité dans le secteur du BTP

Après une embellie sur les deux derniers trimestres, **l'activité du secteur du BTP se contracte**, tandis que le secteur subit un renchérissement du coût de ses intrants.

Les professionnels du BTP jugent moins favorablement leur activité au 2^e trimestre 2022. Le solde d'opinion portant sur celle-ci repasse sous sa moyenne de longue période. De même, après deux trimestres consécutifs de hausse, la consommation de ciment se replie (-5,6 % sur trois mois, données CVS).

L'envolée des prix des matériaux de construction s'accroît (+2,8 % sur le trimestre et +7,8 % sur un an pour l'index BT 21) et pèse sur les entreprises, notamment sur celles qui ne peuvent répercuter ces hausses (souvent pour des raisons contractuelles). Les professionnels constatent toujours **des difficultés d'approvisionnement** pour leurs intrants engendrant parfois des risques de pénuries.

Évolution des ventes de ciment et de l'index BT



Reprise de l'activité touristique, à confirmer sur le segment international

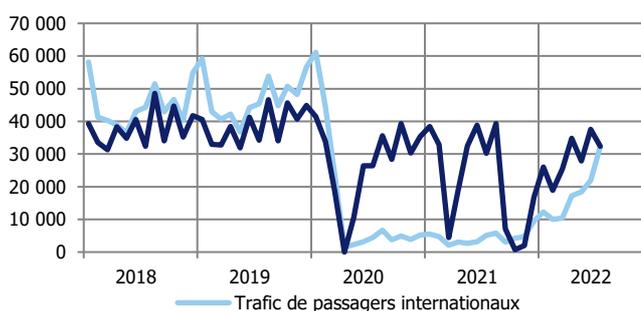
Au 2^e trimestre, **les professionnels du secteur touristique constatent une reprise de leur activité**, encore timide sur le segment international.

Le trafic aérien interne retrouve un niveau proche de celui d'avant crise covid avec 100 290 passagers (+10 000 sur trois mois, soit une augmentation de 11 %) contre 111 567 au 2^e trimestre 2019.

Si le nombre de **passagers sur des vols internationaux** a été multiplié par 6 sur un an (57 660 contre 8 840 au 2^e trimestre 2021), ces derniers **demeurent deux fois moins nombreux qu'à la même période avant la pandémie**. Près de la moitié des touristes internationaux viennent de métropole, et un quart d'Australie.

L'enquête menée par l'IEOM traduit les perspectives positives du secteur avec 41 % des entreprises interrogées prévoyant une hausse de leur activité au prochain trimestre (contre 24 % au trimestre précédent).

Trafic aérien de passagers



Un secteur primaire toujours pénalisé par les intempéries

Depuis la fin d'année 2021, la Nouvelle-Calédonie est marquée par **une pluviométrie très élevée** qui freine la production du secteur primaire (en données CVS). Tandis que la **filière végétale** (principalement le maraîchage) **peine à alimenter les étals**, la croissance de la **filière élevage ralentit** (+0,1 % pour les abattages de bovins et +3,7 % pour les abattages de porcins sur un trimestre).

Comme pour les autres secteurs, le **renchérissement des coûts des intrants s'accroît et pèse sur les entreprises du secteur** : l'IPAMPA (Indice mensuel des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole) augmente de 3,3 % sur un trimestre et de 7,7 % sur un an.

Après avoir bénéficié d'un redémarrage progressif des commandes internationales au premier trimestre, **les filières de la pêche et de l'aquaculture perdent de leur dynamisme** (données CVS) : les exportations de thon stagnent (après une augmentation de 22 % au 1^{er} trimestre) et les exportations de crevettes baissent de 12,6 % (après avoir doublé au trimestre précédent). Pour autant, les tonnages débarqués par les palangriers continuent de progresser (+6 % au deuxième trimestre).

LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES MONDIALES S'ASSOMBRISSENT A NOUVEAU

Selon les dernières estimations publiées par le FMI en juillet, la croissance économique mondiale devrait s'établir à 3,2 % en 2022. Ces prévisions ont été revues à la baisse de 0,4 point par rapport à celles publiées en avril 2022. Cette révision s'explique par une inflation plus importante qu'anticipée dans le monde, plus particulièrement aux États-Unis et en Europe, mais également par un net ralentissement de l'activité en Chine suite aux restrictions sanitaires mises en place et enfin par de nouvelles répercussions négatives liées à la guerre russe en Ukraine. En 2023, l'activité mondiale pourrait croître de 2,9 % selon le FMI, soit une révision à la baisse de 0,7 point par rapport aux précédentes prévisions d'avril.

Aux États-Unis, le PIB s'est contracté de 0,1 % au deuxième trimestre 2022, en rythme trimestriel, après un repli de 0,4 % au trimestre précédent. Cette évolution s'explique principalement par un recul des investissements des entreprises et des dépenses publiques. Les achats de logement de la part des ménages sont également orientés à la baisse dans un contexte de hausse rapide des taux directeurs. Sur l'ensemble de l'année, le FMI anticipe désormais une croissance du PIB de 2,3 %, soit une révision à la baisse de 1,4 point par rapport aux estimations d'avril.

Dans la zone euro, l'activité a progressé de 0,6 % au deuxième trimestre après une hausse de 0,5 %. L'activité économique a notamment retrouvé une dynamique positive dans le secteur du tourisme grâce à la levée des restrictions sanitaires. Le taux de chômage continue de reculer pour s'établir à 6,6 % à fin juin (contre 7,9 % un an plus tôt) tandis qu'à l'inverse, le taux d'inflation a atteint 8,6 % dans la zone à la même date. Selon les prévisions du FMI, l'activité économique pourrait croître de 2,6 % sur l'ensemble de l'année 2022, soit une révision à la baisse de 0,2 point par rapport aux prévisions d'avril.

En France, le PIB a enregistré une hausse de 0,5 % au deuxième trimestre selon l'Insee après une contraction de 0,2 % au trimestre précédent. La consommation des ménages a rebondi (+0,3 % après -1,2 %), en particulier dans l'hébergement-restauration (+13,4 %). L'investissement des entreprises a quant à lui ralenti (+0,2 % après +0,4 %), tout comme les exportations (+0,9 % après +1,8 %). Selon les dernières prévisions de la Banque de France, le PIB de la France progresserait de 2,3 % sur l'ensemble de l'année 2022.

Au Japon, l'activité économique a augmenté de 0,5 % au deuxième trimestre 2022 après une croissance nulle au premier trimestre. La consommation des ménages a retrouvé une dynamique positive (+1,2 %) grâce à la levée des restrictions sanitaires dans le pays. La chute du yen depuis le début de l'année déséquilibre toutefois la balance commerciale japonaise dont le solde est déficitaire depuis août 2021. Sur l'année 2022, le FMI anticipe une progression du PIB de 1,7 %.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 3,6 % en 2022. Fortement impactée par les restrictions strictes imposées dans plusieurs régions depuis le début de l'année, l'économie chinoise enregistrerait une croissance de 3,3 % selon le FMI, soit 1,1 point de moins que les prévisions d'avril. Dans le contexte de la crise en Ukraine, le PIB de la Russie pourrait quant à lui se contracter de 6,0 % sur l'année. À l'inverse, l'Inde verrait son activité progresser de 7,4 %.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 05 septembre 2022.

L'INFLATION N'ÉPARGNE PAS LA ZONE ASIE-PACIFIQUE

L'inflation poursuit sa dynamique de forte croissance pour atteindre des sommets dans de nombreux pays : le conflit entre l'Ukraine et la Russie pèse lourdement sur les prix de l'énergie et des produits alimentaires. La succession de confinements en Chine a également fortement perturbé les circuits d'approvisionnement.

En **Australie**, la croissance du PIB est de 3.3 % en glissement annuel entre mars 2021 et mars 2022. Pour l'année 2022, le PIB devrait progresser de 4,2 % selon les prévisions du FMI (avril 2022). A noter que ces prévisions ont été revues à la baisse en juillet 2022 pour l'ensemble des pays développés, sans que le niveau ne soit précisé pour l'Australie. Les prix à la consommation augmentent de 6,1 % en glissement annuel au second trimestre 2022 du fait des hausses importantes des prix des logements neufs (+5,6 %) et du carburant (+4.2 %). L'inflation sous-jacente est à son niveau le plus élevé depuis le début de la série en 2003. La Reserve Bank of Australia a d'ailleurs relevé le 6 septembre son taux directeur de 0.50% pour atteindre 2.35%. Il s'agit de la cinquième hausse consécutive.

Le PIB **néo-zélandais** augmente de 5,1 % en glissement annuel entre mars 2021 et mars 2022. Les projections du FMI pour l'année 2022 étaient de 2,7 % en avril 2022 (prévisions également révisées à la baisse en juillet). La Nouvelle-Zélande subit comme les autres pays de fortes tensions inflationnistes : son IPC augmente de +7.2 % en glissement annuel au second trimestre 2022 (niveau sans précédent depuis juin 1990). Dans ce contexte, la Reserve Bank of New Zealand a poursuivi sa politique de fort resserrement monétaire en augmentant son taux directeur pour la septième fois consécutive : cette dernière hausse de 0.50% du 17 août porte désormais le taux directeur à 3.00%.

L'**Indonésie** voit la croissance de son économie accélérer au second trimestre 2022 à +5,4 % en glissement annuel (5 % au trimestre précédent). Productrice de premier plan de matières premières, telles que le charbon, le nickel ou l'huile de palme, elle a tiré parti de la hausse des cours mondiaux. La Bank of Indonesia a relevé ses taux directeurs de 0.25% (à 3.75%). Il s'agit de la première hausse depuis 2018 dans un contexte d'accroissement des pressions inflationnistes (+4.9% en glissement annuel en juillet soit un plus haut de 7 ans et au-delà de la borne cible de la banque centrale comprise entre 2 et 4%).

Au **Japon** l'inflation sous-jacente est en légère augmentation à 2.4% en rythme annualisé en juillet, soit au-dessus de la cible des 2% de la Bank of Japan et à un plus haut de 7 ans. C'est toutefois nettement inférieur aux valeurs enregistrées dans les autres économies du G10 (souvent comprises entre 8 et 10%). Dans ce contexte, la Bank of Japan fait figure d'exception parmi les banques centrales des économies développées puisqu'elle prévoit de maintenir sa politique ultra accommodante.

Sources : FMI, The World Bank, Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, Bank of Indonesia, BoJ.